

JUN 2 1977



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE

Distr.  
GENERALEA/32/94  
31 mai 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : RUSSE

---

Trente-deuxième session  
Point 37 de la liste préliminaire<sup>x</sup>

CONCLUSION D'UN TRAITE MONDIAL SUR LE NON-RECOURS A LA FORCE  
DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Lettre datée du 27 mai 1977, adressée au Secrétaire général par le  
représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes  
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre du Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, M. A. Gromyko, datée du 27 mai 1977 et relative à la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales.

Je vous prie, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir distribuer le texte de cette lettre comme document officiel de l'Assemblée générale des Nations Unies au titre du point 37 de la liste provisoire.

Le représentant permanent de l'Union  
des Républiques socialistes  
soviétiques auprès de l'Organisation  
des Nations Unies,

(Signé) O. TROYANOVSKY

---

≠ A/32/50/Rev.1

PIECE JOINTE

Lettre adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet de la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales

La proposition de l'Union soviétique touchant la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales a été accueillie de manière très positive dans le monde entier. Lors de sa trente et unième session, l'Assemblée générale des Nations Unies, après avoir examiné et approuvé dans son ensemble cette initiative soviétique, a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à continuer d'étudier le projet de traité déposé par l'Union soviétique et à exprimer leurs opinions et propositions à ce sujet, afin que son examen puisse se poursuivre à la trente-deuxième session.

L'Union soviétique estime que pendant la période qui vient de s'écouler, l'actualité et l'importance de la question de la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales se sont confirmées et que le moment est venu de prendre des mesures concrètes pour la résoudre sans tarder. Cela servirait les intérêts essentiels de tous les Etats, grands et petits, et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

Au cours des soixante années de son existence, le Gouvernement soviétique, en pratiquant sans faiblir une politique extérieure pacifique dans la ligne léniniste, a oeuvré avec persévérance pour exclure le recours à la force de la pratique des relations internationales, mettre fin aux conflits armés, et délivrer l'humanité de la menace de la guerre. L'assainissement de la situation internationale qui s'est manifesté au cours de ces dernières années offre des perspectives plus favorables pour la réalisation de ces objectifs. La question importante et urgente qui se pose à toutes les forces éprises de paix à ce stade est de savoir comment utiliser au maximum toutes les conditions actuelles pour empêcher la formation de nouvelles situations de crise et renforcer les tendances positives qui se font jour sur la scène internationale.

Nul n'ignore que le principe du non-recours à l'emploi ou à la menace de la force dans les relations internationales a été largement reconnu comme l'une des normes fondamentales des relations internationales et a été consacré dans la Charte des Nations Unies, dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dans les décisions des plus hautes instances des Etats non alignés et dans d'autres instruments internationaux importants. Toutefois, il est également évident que des Etats continuent de s'écarter de cette norme dans leur politique avec toutes les conséquences dangereuses que cela comporte pour la paix. Il subsiste dans le monde plusieurs foyers de tension et de temps à autre il en surgit de nouveaux. L'accélération de la course aux armements recèle un danger sérieux pour les destinées de l'humanité. Dans ces conditions, de l'avis de l'Union soviétique, il convient de prendre sans délai des mesures supplémentaires

/...

visant à assurer la stricte application du principe du non-recours à la force et à en faire une loi immuable des relations internationales.

Il faut également faire porter avant tout les efforts sur le renforcement du principe du non-recours à la force pour une autre raison. L'application constante de ce principe par tous les Etats favorisera le renforcement des fondements des relations internationales contemporaines : l'égalité souveraine et l'intégrité territoriale des Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures, et le règlement pacifique des différends. La conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force créera des conditions favorables pour freiner la course aux armements et avancer sur la voie du désarmement.

Si le principe du non-recours à la force revêtait la forme d'une obligation contractuelle, et s'il était concrétisé et développé, tous les Etats parties au traité seraient responsables dans une plus large mesure de la stricte observation de ce principe. Cette mesure correspondrait à la pratique internationale, pleinement justifiée et de plus en plus répandue, qui consiste à conclure des traités et des accords visant à mettre en application les principes de la Charte des Nations Unies et les obligations concrètes qui en découlent.

Le projet de traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales que l'Union soviétique a soumis à l'examen de tous les Etats Membres de l'ONU relève précisément de cette approche. Aux termes de ce projet, tous les participants s'engagent à ne pas utiliser dans leurs relations mutuelles et, de façon générale, dans leurs relations internationales la force ou la menace de son emploi contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de quelque Etat que ce soit, ni de toute autre façon incompatible avec les buts de l'ONU. En même temps, rien dans ce traité ne porte atteinte aux droits et aux obligations qu'ont les Etats aux termes de la Charte des Nations Unies ou des traités et des accords qu'ils ont conclus précédemment. Il est évident que tout Etat qui est l'objet d'une agression peut, conformément à son droit de légitime défense individuelle et collective affirmé à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, repousser cette agression et se battre pour en éliminer les conséquences.

Le traité ne porte pas non plus atteinte au droit imprescriptible des peuples coloniaux de lutter pour leur liberté et leur indépendance en utilisant tous les moyens dont ils disposent.

Une des grandes tâches de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies sera de passer à des mesures pratiques pour élaborer et conclure un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales. Cette tâche découle directement de la Charte des Nations Unies, dont l'Article 11 stipule que l'Assemblée générale peut étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et faire, sur ces principes, des recommandations aux Membres de l'Organisation.

/...

L'Union soviétique espère que les Etats Membres de l'ONU, après avoir examiné en profondeur et sous tous ses aspects la proposition soviétique de conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales, adopteront une position constructive et apporteront une contribution positive à la concrétisation de cette proposition.

Pour sa part, l'Union soviétique est prête à s'employer immédiatement avec les autres Etats à mettre au point un texte de traité mutuellement acceptable.

L'Union soviétique est convaincue que la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force influera profondément et utilement sur la solution des grands problèmes internationaux et, en premier lieu, aidera à créer des conditions favorables pour arrêter la course aux armements et mettre en oeuvre des mesures efficaces dans le domaine du désarmement. La conclusion du traité activera grandement le règlement des différends et des désaccords entre les Etats par des moyens pacifiques, et contribuera à accroître l'efficacité de l'ONU. Le traité constituera un facteur important du développement de la coopération entre les Etats dans tous les domaines d'activité pacifiques, pour le bien-être des peuples. La conclusion du Traité mondial sur le non-recours à la force rapprochera sans nul doute l'humanité du moment où il sera possible d'extirper définitivement la menace des guerres et des agressions et d'instaurer une paix durable sur la terre.

A. Gromyko

Ministre des affaires étrangères de l'URSS

-----